

## La modernité : promesses et critiques

Grandes sont les promesses de la modernité : élimination de la misère de la planète, garantie du bien-être matériel à tous les êtres humains sans distinction de genre, de couleur, de pays ou de religion, la réalisation de « la paix perpétuelle », la protection de l'intégrité de la personne humaine, de sa dignité et même travailler pour développer toutes ses potentialités créatives. En un mot, la modernité promet une sorte de paradis terrestre.

Mais après trois ou quatre siècles que cette aventure humaine ait démarré, le bilan ne semble pas à la hauteur de ces promesses : la misère, la pauvreté, la discrimination, la guerre, la haine et le déséquilibre constituent les chapitres de ce bilan. L'humanité s'est-elle trompée de route ? Les réponses à cette question peuvent être diverses.

Pour les critiques internes, c'est-à-dire, ceux qui croient à la validité du projet de la modernité, ces phénomènes n'ont aucune relation avec les intentions premières : ils apparaîtraient comme des « effets pervers », non voulus ni désirés, et la lutte contre ces fléaux ne se fait pas par le rejet du projet, mais par plus de persévérance dans sa réalisation, par plus de ténacité. Dès les premières manifestations du décalage, on n'a d'ailleurs cessé d'avancer des propositions de redressement : proposition socialiste, psychanalytique, cybernétique...

D'autres critiques ne croient guère à la validité de la modernité, et ce ni comme projet intellectuel, ni comme projet de vie humaine, et les fléaux évoqués précédemment ne seraient pas des épiphénomènes, mais constitueraient un mal congénital à la modernité, si on peut s'exprimer ainsi. Pour les penseurs de la tradition, la civilisation moderne est une civilisation déviante, « une civilisation qui ne reconnaît aucun principe supérieur, qui n'est même fondée en réalité que sur une négation de principes, et par là-même dépourvue de tout moyen d'entente avec les autres ».<sup>1</sup> Les penseurs de la postmodernité, de leur part, ne ménagent pas leurs critiques à la modernité et à ses modes de légitimation : est vrai et juste ce qui est énoncé par le puissant, c'est-à-dire l'Occident moderne.<sup>2</sup> Les deux critiques, traditionnelle et postmoderne, s'accordent sur le constat que notre monde est mené par « la volonté de puissance » occidentale.

Dans ce livre, le professeur sud-africain Lwazi Siyabonga Lushaba dresse un procès de cette volonté de puissance occidentale en Afrique et ce par une entrée privilégiée : le développement. En effet, dès le départ est posé ce constat limpide : « le continent [africain] reste sous-développé après cinq décennies d'efforts de développement » (p. 01). En d'autres termes, la modernité promet le développement alors que le résultat pour l'Afrique est le sous-développement. Pourquoi ?

## Un procès africain de la modernité ?

Sidi Mohammed Mohammedi

### Le développement synonyme de modernité, la modernité synonyme de développement

par Lwazi Siyabonga Lushaba

CODESRIA éd., Dakar, 2009, 88 pages, ISBN : 978-2-86978-253-2

Pour répondre à cette question, l'auteur adopte une approche historique : « Remonter l'histoire de la rencontre de l'Afrique avec l'Europe à la période du début de la modernité est quelque chose d'essentiel pour comprendre l'impasse du développement contemporain en Afrique » (p. 04). Cette approche se situe au-delà de l'analyse économique bourgeoise et du marxisme à la fois ; les deux, bien que différents, se rencontrent dans la conviction que, pour que l'Afrique se développe, elle doit se moderniser, c'est-à-dire imiter l'Europe pour la rattraper (p. 05). Il s'agit dans ce livre de démontrer selon l'auteur l'erreur de cette idée, l'idée que la modernité est synonyme de développement pour l'Afrique, c'est plutôt le contraire qui est vrai, en théorie comme en pratique.

### Les lumières et l'Afrique : Généalogie de la modernité et du sous-développement

Théoriquement, l'auteur revient sur le mouvement des Lumières européen pour montrer que la modernité était dès l'origine contre l'Afrique. Il a présenté dans un premier temps les caractéristiques de l'ère médiévale européenne : sur le plan intellectuel, elle se caractérise par l'hégémonie des doctrines théologiques et de l'Eglise. Aucun fait de nature ou de société n'est interprété hors des limites tracées par la théologie et les clercs. Sur le plan politique, elle se caractérise par la domination de monarques absolus, dépositaires désormais du droit divin pour gouverner le peuple au nom de Dieu – ce monde médiéval théocratique et monarchique qui était critiqué systématiquement par les philosophes et savants des Lumières, en gros du XV<sup>ème</sup> au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Ils œuvraient « pour construire un discours nouveau, rationnel et scientifiquement ordonné de la nature, de l'autorité, de l'existence sociale et presque de tout dans l'univers » (p.8). C'est la naissance du sujet moderne, source de connaissance et de légitimité politique, et donc de la société moderne.

Selon l'auteur, avec la naissance de cette société moderne s'instauraient les binômes de moderne/pré-moderne, occidental/oriental, ou en termes plus élaborés de communauté/société (Tönnies) et humanitas/anthropos (El-Kenz). Ce mouvement a aussi donné naissance à l'Europe comme catégorie homogène et distincte du reste du monde, ou plus exactement comme centre géographique du monde et comme couronnement de son histoire.

C'est l'eurocentrisme qui avait des conséquences graves : d'un côté il y a le racisme, « l'autre » non-européen est qualifié de barbare, de sauvage, s'il n'est pas considéré comme une bête ; et d'un autre côté, il y a l'impérialisme, par la vertu de la modernité que porte l'Europe et « sa responsabilité morale » visant à l'étendre au monde non-moderne, non-civilisé et non-rationnel. L'Afrique était le champ d'application de ces deux logiques. Elle l'est encore, affirme l'auteur.

L'Afrique n'était pas seulement victime de la théorie de modernité élaborée par les Lumières, mais aussi de sa mise en pratique. L'auteur retrace la généalogie de cette mise en pratique qui était à l'origine du sous-développement du continent africain et ce à travers trois périodes distinctes.

**Au début de la modernité**, celle du capitalisme mercantile (XV<sup>ème</sup> - XVIII<sup>ème</sup> siècle), le problème de l'Europe n'était pas seulement économique (main d'œuvre, matières premières), mais aussi moral : comment justifier le pillage de l'Afrique pour satisfaire ses besoins économiques sans se culpabiliser ? Ainsi intervient le double discours des Lumières : L'Europe est moderne, rationnelle et c'est illogique qu'elle s'asservisse elle-même, tandis que l'autre, l'Afrique, est pré-moderne, barbare et sauvage, donc perméable à tous les traitements comme réservoir humain et naturel. Pis encore, pour la pensée mercantile occidentale, si cette Afrique veut se développer, elle doit concevoir son économie non selon ses besoins internes, mais selon les demandes externes de l'Europe ! La pensée des Lumières ne se limite pas à justifier le pillage des Africains, elle les dupe aussi.

Cette pensée était à l'œuvre aussi dans **la période suivante**, celle du capitalisme industriel (XVIII<sup>ème</sup> - XX<sup>ème</sup> siècle). Deux moments forts marquaient la rencontre de l'Afrique avec cette Europe industrielle : le colonialisme et l'économie de développement post-coloniale. Dans le premier était réalisée l'intégration parfaite du discours raciste des Lumières et la pratique économique de l'accumulation du capital, avec comme « plus-value psychique » la restauration de l'ego des ratés de la modernité européenne (« d'anciens criminels, des impersévérants scolaires, des indigents et des brigands » - p.26). Pour l'économie de développement post-coloniale, elle n'est conçue que comme l'écart entre les caractéristiques de l'économie capitaliste européenne et

celles des sociétés africaines. Le sous-développement étant précisément cet écart et le développement serait son élimination par l'imitation des étapes qu'a parcouru l'Europe, sans se soucier de la question des avantages d'une telle imitation pour l'Afrique, car elle n'est supposée que bénéfique, ni sur la question de sa faisabilité, car l'exemple de réussite est là, l'Occident qui tend en plus la main de « l'aide sympathique ». Si l'Afrique refuse cette main ou si elle emprunte une autre voie, elle n'aura que l'échec.

**Dans la période actuelle**, celle du capitalisme mondial ou de « l'hyper-modernité », rien n'a changé au fond selon le professeur Lushaba. Si changement il y a, c'est la surexploitation des sociétés non-occidentales, dont l'Afrique, à un taux jamais égalé, l'extension de la valeur d'échange à de nouveaux domaines (telle la propriété intellectuelle), la propagation des valeurs occidentales par l'industrie de la culture de masse, la transformation du rôle de l'Etat comme agent au service de l'ordre capitaliste mondial. Le changement s'est donc fait dans la continuité de la logique de domination occidentale sur le monde et non par la rupture avec cette logique. Trois exemples de politiques économiques imposées à l'Afrique sont présentés pour illustrer cette thèse :

■ **Les investissements étrangers directs** : L'Afrique est informée que le principal obstacle à la réduction de sa pauvreté est le faible niveau d'investissement. C'est dire là que pour favoriser la croissance économique (et partant réduire la pauvreté), il faut augmenter l'investissement. Et si l'Afrique ne le peut pas, elle n'a qu'à accepter « l'aide extérieure », c'est-à-dire occidentale. « Cependant, écrit l'auteur, après plusieurs décennies de suivi de ce modèle, la croissance très attendue continue d'être hors d'atteinte » (p. 38). Sur le plan scientifique, ce modèle n'a pas résisté au test statistique : il n'y a pas un lien nécessaire entre l'aide extérieure et l'investissement, et ce dernier avec la croissance. Mais malgré cela, bien aussi que les théoriciens de ce modèle aient reconnu eux-mêmes son caractère peu réaliste, enfin en dépit de ses conséquences fâcheuses pour les économies locales où il était mis en œuvre, on continue de le proposer / imposer aux Africains.

■ **Les réformes macro-économiques** : Dans ce chapitre, l'auteur s'intéresse particulièrement à la libéralisation des marchés financiers et à la discipline fiscale.

Pour ce qui est de la libéralisation des marchés financiers, tous les arguments en sa faveur sont faibles selon l'auteur : d'abord, et comme indiqué précédemment, il n'y a pas un lien nécessaire entre l'intervention extérieure (capitaux étrangers) et l'investissement. Ensuite, l'apport des institutions de crédit pour satisfaire les besoins financiers locaux est plus fictif que réel. En effet, leurs informations de base sont orientées vers les sociétés multinationales plutôt que vers les particuliers et les petites et moyennes entreprises locales, l'objectif, faut-il le rappeler, est de maximiser le profit

financier non « le social ». Enfin, quel capital accepterait de s'installer dans un pays qui connaît une crise économique ?

Pour ce qui est de la discipline fiscale, l'auteur l'éclaire à partir de la théorie keynésienne :

Dans les économies stagnantes touchées par le faible niveau de la demande globale, les gouvernements peuvent relancer l'économie à travers des politiques d'expansion économique, notamment budgétaire et monétaire. Ce qu'ils peuvent faire en augmentant les dépenses publiques, en réduisant les impôts ou en baissant les taux d'intérêt, laissant ainsi aux consommateurs un revenu plus disponible et encourageant l'emprunt pour l'investissement (p. 49).

Les institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI) ont été créées après la Seconde Guerre dans le but de stimuler la demande globale mondiale et faire face à une autre dépression possible. Or, précise l'auteur, ces institutions et les hégémonies de l'Occident imposent des mesures contre-keynésiennes aux pays africains, comme l'élévation du taux d'intérêt et la réduction des dépenses publiques. Ces mesures avaient des effets néfastes sur les indicateurs sociaux tels que la scolarisation, la santé et les infrastructures alors que l'objectif premier était leur amélioration.

■ **La libéralisation du commerce.** Cette dernière politique économique repose principalement sur la théorie ricardienne

des avantages comparatifs : chaque pays étant avantagé dans une production donnée par rapport à un autre pays et la libéralisation des échanges est nécessaire pour combler le déficit de l'un ou de l'autre pays. Mais, remarque l'auteur, cet avantage comparatif n'est pas une donnée de la nature, il est le résultat d'un processus historique, celui de la division internationale du travail. Ce processus, fondé sur le pillage et le colonialisme au début, a attribué à l'Afrique « l'avantage » de produire la matière première et à l'Occident le développement du capitalisme industriel. « L'hypocrisie de l'Occident, tout en encourageant ces pays [africains] à adopter la libéralisation du commerce, (...) [il] devient de plus en plus protectionniste » (p. 61). L'Afrique doit rester dans « sa spécialité » de réserve de matières premières et de marché de luxe pour les classes compradores, et si elle veut accroître sa production, ce n'est surtout pas par des politiques gouvernementales à intérêt public, mais par un accueil bien préparé des sociétés multinationales et des capitaux étrangers. Le résultat est connu.

### Eloge de l'autonomie

Le bilan de la modernité capitaliste et occidentale était catastrophique pour l'Afrique depuis ses débuts. Elle n'est pas synonyme de développement, mais de « dé-développement » (p. 64). Comment les Africains peuvent-ils donc transcender cette impasse où ils étaient placés ? Pour répondre à cette

question, le professeur Lushaba revient à deux penseurs de la modernité : Habermas et Kant.

Habermas nous enseigne que la modernité est un projet, qui bien qu'incomplet et toujours en construction, a une valeur universelle ; et les critiques de la modernité ne conduisent pas à son dépassement ou à sa suppression, mais plutôt à sa perfection et à son amélioration. En quoi le professeur Lushaba voit une indication très utile pour les Africains : ils doivent penser le développement de leurs pays loin des cadres et des schèmes de ce projet qui les a asservis durant des siècles, parce que cela ne fait que le renforcer, c'est-à-dire accentuer leur dépendance. Il faut désormais réfléchir par soi-même.

Mais « réfléchir par soi-même », n'est-ce pas la définition même des Lumières selon Kant ? Ainsi, le professeur Lushaba tire ici la deuxième leçon pour les Africains : réfléchir par soi-même, c'est refuser la tutelle des autres, refuser le statut de mineur imposé par les autres ;

en un mot, il s'agit de revendiquer l'autonomie. Et c'est le cas de l'Afrique qui revendique, voir lutte pour son autonomie par rapport à la tutelle de l'Occident et son discours trompeur sur la modernité perçue comme synonyme de développement. Le professeur Lushaba conclut son procès en ces termes : « Dans l'esprit africain, la modernité de l'Occident évoque trois siècles de domination impériale, de domination coloniale, d'exploitation néocoloniale et d'impérialisme mondial. Au nom de la modernité, nous avons été colonisés et dépossédés de notre liberté et de notre autonomie. Ironiquement, la même modernité occidentale nous a enseigné de valoriser la liberté et de s'opposer à l'idée que nous ne pouvons pas être libres et modernes sans l'Occident » (p. 74).

### Notes

- <sup>1</sup> René Guénon, *La crise du monde moderne*, 1927, Bouchène ed., Alger, 1991, p. 31.
- <sup>2</sup> Jean-François Lyotard, *La condition postmoderne*, 1979, Cérès ed., Tunis, 1994, pp. 23-24.

